

LE SOIR

25 juin 2012

[Leïla Hallaoui](#)

Une centaine d'associations marocaines a uni ses forces pour esquisser une vision du Conseil consultatif des jeunes. A l'issue d'un dialogue national, un appel des jeunes a été lancé, vendredi à Rabat.



« Nous avons attendu quatre années sans arriver à une vision claire lorsque le ministère de la Jeunesse et des sports avait lancé un atelier sur la stratégie intégrée des jeunes. A présent, les acteurs de la politique publique doivent passer du discours à l'action, soutenir les jeunes et non manipuler leurs initiatives ». Le secrétaire général de l'Observatoire des médias pour la jeunesse, Abdelwahad Ziat, décrit un état des lieux face auquel la patience ne peut plus rien. « Le sentiment de désespoir finira par conduire les jeunes à renoncer à tout. Nous ne voulons pas arriver à ce stade parce que nous aspirons à un Maroc digne de ses jeunes », indique Ziat pour légitimer la quête du réseau associatif pour la gouvernance du conseil consultatif des jeunes et de l'action sociale. Ce dernier a lancé, vendredi 22 juin à Rabat, « L'Appel des jeunes » en partenariat avec 163 associations nationales et locales qui s'ajoutent aux initiateurs au nombre de 5 ONG.

Appel et engagements

Ils veulent d'abord assurer l'opinion publique de leur pleine volonté de participer à la transition politique. « Nous sommes prêts à adhérer à la mise en place et la mise en œuvre des politiques

et programmes nous concernant, car nous sommes une des composantes de la solution et non du problème », écrivent-ils dans cet appel présenté aux médias. « L'Appel » veut corriger ce « stéréotype » qui a longtemps accusé les jeunes d'une perte de confiance totale en la politique. A en croire cette initiative, c'est plutôt le contraire qui commence à se faire sentir d'autant que la nouvelle constitution accorde un intérêt particulier aux jeunes et à la société civile. « C'est un grand défi auquel font face les acteurs et plus précisément ceux opérant dans le mouvement associatif et dans la dynamique de la jeunesse marocaine, devenue partenaire fondamentale pour l'élaboration de la transition démocratique et le respect des droits humains et de la dignité », estime « L'Appel » faisant référence à la déclaration du gouvernement liée à sa volonté d'ouvrir un dialogue national continu avec les jeunes et mettre en place une haute instance des jeunes et de l'action associative.

Prérogatives du conseil

« Sur le plan des droits économiques, il est nécessaire que les jeunes puissent prendre part aux décisions liées au développement de leur environnement économique pour leur permettre une indépendance financière. Il est tout aussi nécessaire de disposer de plusieurs visions pour la création d'une économie pour la jeunesse en situation difficile », affirme Abdelwahad Ziat en décrivant les prérogatives dont devrait disposer le conseil consultatif des jeunes selon les initiateurs de « L'Appel ». Dans ce dernier, les participants au dialogue national estiment vital d'octroyer aux jeunes, à travers le conseil, des instruments démocratiques à même de les intégrer dans l'élaboration, l'exécution, le suivi et l'évaluation des politiques publiques les concernant. ◆